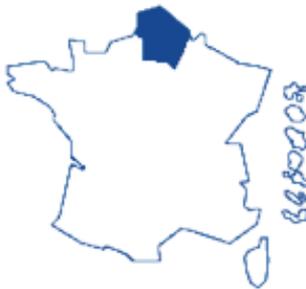




Rapport d'activités 2018

L'IREV



L'IREV est l'un des 19 centres de ressources Politique de la ville en France. Son territoire d'action : l'ensemble des contrats de ville des Hauts-de-France.

Constitué en GIP (groupement d'intérêt public), l'IREV rassemble l'Etat, la Région Hauts-de-France, les intercommunalités et communes pilotes des contrats de ville ainsi que des membres associés*. Cette gouvernance traduit la place de l'IREV dans le **dialogue inter-institutionnel** autour des enjeux de **cohésion sociale et territoriale**.

Les actions menées par l'IREV sont à destination des professionnels des collectivités territoriales mobilisées, des élus, des services de l'Etat, mais aussi des bailleurs, associations, habitants des quartiers politique de la ville, conseillers citoyens, étudiants...

La politique de la ville

« La politique de la ville vise à réduire les écarts de développement au sein des villes, à restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers défavorisés et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants. Pour répondre au cumul de difficultés qui touchent ces territoires, la politique de la ville mobilise l'ensemble des politiques de droit commun et des services publics, et dispose de moyens d'intervention spécifiques. »

Site du ministère de la cohésion des territoires.

Missions

L'IREV agit dans trois domaines principaux :

- ✓ **l'animation du réseau des professionnels** de la Politique de la ville en Hauts-de-France via des événements réguliers, rencontres de réseau, mais aussi la valorisation des savoir-faire et l'organisation d'échanges d'expériences ;
- ✓ **la montée en qualification** des acteurs dans les quartiers grâce à des cycles de qualification, journées régionales, Pop-Ups, Masterclass citoyenne ;
- ✓ **la capitalisation et la diffusion de savoirs et d'expériences** inspirantes et innovantes dans les territoires (via les publications, le centre de documentation, les actualités web et la lettre d'information)

Publications

L'IREV édite des publications autour des thématiques traitées lors des rencontres et des cycles de qualification :

- renouvellement urbain
- développement économique
- participation citoyenne
- éducation ...

Une lettre d'information numérique est publiée chaque mois, n'hésitez pas à vous abonner pour recevoir les dernières actualités de la politique de la ville en région !

Disponible sur le site web : www.irev.fr



*Les membres du groupement d'intérêt public IREV : Janvier 2019



Centre de documentation

L'IREV, c'est aussi un centre de documentation riche d'un fonds de plus de 5000 références qui traitent des thématiques de la politique de la ville. Parmi ces références : ouvrages, périodiques, recueils d'expérience, rapports d'études, monographies...

Pour vos recherches, n'hésitez pas à venir au centre de documentation ou à contacter Cindy Guillotte, documentaliste de l'IREV : c.guillotte@irev.fr ou par téléphone au 03 20 25 61 57.



Retrouvez également le catalogue de ressources de l'IREV sur son site internet : www.irev.fr

Lieu de vie

L'IREV est un maillon actif du réseau de la Politique de la ville en Hauts-de-France, mais c'est aussi un lieu de vie ! Au 7ème étage du bâtiment Arboretum, vous y profiterez d'une vue imprenable sur les quartiers de la Porte de Valenciennes et de Saint-Sauveur. Découvrez des lieux de travail confortables et des espaces accueillants pour vous documenter, travailler ou échanger avec l'équipe.

Horaires et accès

Ouverture du lundi au vendredi :
9h-12h30 et 14h-17h30

135 boulevard Paul Painlevé, bâtiment Arboretum
7ème étage, 59000 Lille
L'immeuble est équipé d'un ascenseur.

Téléphone standard : 03 20 25 10 29

Accès métro : Porte de Valenciennes ou Grand Palais
Accès bus et V'lille par l'arrêt Bois Habité
Garage à vélo au rez-de-chaussée du bâtiment
Stationnement payant autour du bâtiment

Réseaux sociaux

-  Twitter : IREV - Hdf
-  LinkedIn : IREV - centre de ressources Politique de la ville en Hauts-de-France
-  Youtube : IREV CRPV Hauts-De-France

La politique de la
ville
en Hauts-de-France

199
quartiers

5
départements

678 000
habitants concernés

43
contrats de ville

plus de
300
professionnels
dédiés

Table des matières

ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

QUALIFICATION DES TERRITOIRES DE PROJET SUR DE NOUVELLES MODALITES DE DEPLOIEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE	6
FAIRE VIVRE LES VALEURS ET PRINCIPES REPUBLICAINS : EGALITE, CITOYENNETE ET LAÏCITE	13
APPREHENDER DES PHENOMENES NOUVEAUX : PREVENIR LA RADICALISATION	15
MISE EN RESEAU DES PROFESSIONNELS	15
PARTICIPATION AUX RESEAUX NATIONAUX	16
JOURNEES REGIONALES ET NATIONALES	18
INFORMATION, DOCUMENTATION, COMMUNICATION	22
GOVERNANCE ET MOYENS HUMAINS	26

Introduction

L'IREV, en tant que centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France, inscrit son action dans le cadre de référence des CRPV proposé par le CGET.

Pour mémoire, les Hauts-de-France comptent 41 contrats de ville, 199 quartiers Politique de la Ville et 54 projets de renouvellement urbain (quartiers d'intérêt national et quartiers d'intérêt régional).

Le projet stratégique de l'IREV 2017 – 2020 a déterminé plusieurs orientations opérationnelles :

- Qualification des territoires de projet sur de nouvelles modalités de déploiement de l'action publique intégrant notamment des interactions entre le spécifique et le droit commun (articulation social – urbain – économique par exemple) ;
- Renforcer les démarches de coopération afin d'apporter des réponses à des enjeux prégnants en Hauts-de-France, en particulier les enjeux d'éducation et de santé ;
- Inscrire la politique de la ville comme un moyen de faire vivre les valeurs et principes républicains sur l'ensemble du territoire, en tenant compte des phénomènes nouveaux et des risques de clivage de la société française.

Le programme proposé pour l'année 2018 avait fait l'objet d'une co-construction avec l'ensemble des membres du GIP (Etat, Région, EPCI pilotes des contrats de ville, Conseil Départemental du Nord, CDC, URH) lors d'un séminaire technique de gouvernance et d'échanges complémentaires, suivi d'un travail de priorisation mené par l'équipe technique avec l'Etat et la Région en tant que membres fondateurs.

En suivant les orientations opérationnelles du projet stratégique, ce programme avait pour ambition de renforcer la place du contrat de ville comme outil de convergence des politiques publiques au moment clef de l'évaluation à mi-parcours avec la conception de modules destinés à « Faire vivre le contrat de ville ». Il s'agissait également d'appuyer les acteurs pour tenir compte de la nouvelle feuille de route gouvernementale en cours d'élaboration, dont la traduction opérationnelle se concrétisera en 2019 avec la révision des contrats de ville.

Ce programme s'est néanmoins adapté aux nombreuses sollicitations extérieures et partenariats, en particulier, les manifestations liées aux 40 ans de Politique de la ville : Journées nationales à Lille (Innovations) et Arras (métiers de l'humain), événements labellisés (RV avec la ville à Valenciennes, Hackathon à Amiens). L'IREV a également été sollicité pour appuyer les services de l'Etat dans l'organisation d'un séminaire régional à l'initiative du Préfet de région sur la politique de la ville, consacré en 2018 à l'emploi et au développement économique. Ces nombreux rendez-vous pour les acteurs de la politique de la ville au second semestre n'ont pas permis le déploiement de l'ensemble des actions initialement prévues.

Tout type d'actions confondues, l'IREV a réalisé 61 demi-journées d'intervention au titre des missions socles (donc hors manifestations 40 ans PV) qui ont rassemblé plus de 1100 participants. La quasi-totalité des territoires en politique de la ville a été touchée par au moins une action de l'IREV (39 EPCI sur 40).



Qualification des territoires de projet sur de nouvelles modalités de déploiement de l'action publique

FAIRE VIVRE LES CONTRATS DE VILLE — ACTE II

A mi-parcours des contrats de ville et dans un contexte d'annonces de nouvelles orientations gouvernementales, l'IREV a proposé de mettre en place un programme de qualification comportant une série de modules pouvant être mobilisés « à la carte » par ou pour différents publics (élus, professionnels de la politique de la ville, porteurs de projet, vie associative), en fonction des situations locales et des besoins ressentis par les pilotes des contrats de ville.

Le déploiement de ce cycle de rencontre a été réadapté en fonction des annonces gouvernementales et des sollicitations émanant du CGET et des collectivités concernées pour accompagner l'organisation de deux journées nationales sur les 40 ans de la Politique de la ville.

Module « Politique de la Ville » : initiation, sensibilisation

L'équipe de l'IREV a construit un module de sensibilisation à la Politique de la ville afin de revenir sur les éléments essentiels de cette politique publique : histoire, enjeux, méthodes, outils et principes d'action. Ce déroulé pédagogique type a été proposé aux différents partenaires pour être décliné sur les territoires et auprès de différents publics.

Le module peut être adapté et complété selon les besoins recensés. Le format peut également varier (d'une-demie heure à une demi-journée voire journée complète).

Un module de sensibilisation inter-acteurs a accueilli 15 personnes le 18/12 (conseillers citoyens, professionnels des collectivités et de l'Etat, acteurs associatifs et bénévoles).

Le module a également pu être utilisé lors de différentes interventions :

- Rencontre Politique de la Ville et travail social le 18 juin 2018 à Arras (partenariat IRTS, CUA, IREV - 120 participants)

La matinée de la rencontre était dédiée à une sensibilisation à la Politique de la ville avec les interventions de Renaud Esptein sur le contexte national, l'IREV pour le volet régional et la CUA sur le volet intercommunal. L'après-midi était dédié à des rencontres entre des professionnels de la Politique de la ville et les participants avec à chaque fois, une présentation d'un métier de la Politique de la ville (Réussite éducative, régie de quartier, renouvellement urbain...)

- Initiation à l'Institut Social de Lille le 7 novembre 2018 (Une soixantaine d'étudiants)
- Initiation à l'IRTS de Loos le 14 novembre 2018 (70 étudiants éducateurs spécialisés)

Module « Faire vivre le partenariat des contrats de ville » - Rencontre régionale du 31 mai 2018 à Saint-Omer

La communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer et l'IREV, Centre de ressources politique de la ville Hauts-de-France ont souhaité s'associer pour proposer une journée d'échanges et de bonnes pratiques sur le partenariat du Contrat de Ville.

Alors que les contrats de ville sont à mi-parcours et que l'évaluation de ce dispositif contractuel est en cours sur les territoires, l'animation du partenariat et la mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire apparaît comme une condition de réussite de l'action dans les quartiers prioritaires.

Cette animation a besoin d'un cadre de connaissance réciproque, de confiance, de dialogue et de s'appuyer sur des enjeux partagés qui nécessitent d'être sans cesse rappelés. Les coopérations, les personnes, le dialogue institutionnel, le lien entre les différents échelons sont autant d'enjeux à prendre en compte pour analyser ces partenariats et pouvoir les rendre efficaces.

La synthèse est disponible sur le site, elle a été téléchargée 73 fois en 2018.

<http://www.irev.fr/thematiques/politique-de-la-ville-dsu/faire-vivre-les-contrats-de-ville-acte-ii/les-partenariats>

Public touché : 87 participants (EPCI, services de l'Etat, départements, services publics, conseillers citoyens).

Module « Programmations annuelles : faciliter la mise en œuvre, partager les priorités, répondre aux enjeux locaux et régionaux »

L'IREV est intervenu en soutien de deux rencontres départementales visant à lancer l'appel à projets des contrats de ville pour l'année 2019.

- Département du Nord : le 10 juillet 2018 à Lille (Préfecture)

Cette demi-journée, organisée avec la préfecture du Nord (MPVEC), le Conseil Régional Hauts-de-France et le Département du Nord a réuni la quasi-totalité des pilotes des 13 contrats de ville (une quarantaine de participants). Elle a permis de :

- proposer un retour sur quelques actions illustratives des programmations 2017 voire 2018, présentant des plus-values ou innovations intéressantes à valoriser et éventuellement à déployer plus largement dans les territoires,
- diffuser les modalités de la prochaine programmation aux pilotes des contrats de ville (notes de cadrage des financeurs, dématérialisation, calendrier).
- échanger sur les problématiques rencontrées par les pilotes des contrats de ville dans la gestion de la programmation et sur les perspectives d'amélioration des programmations futures.

Compte-rendu et présentation diaporama disponibles : <http://www.irev.fr/thematiques/politique-de-la-ville-dsu/la-programmation-des-contrats-de-ville/rencontre-programmation>

- Département de l'Oise : le 25 septembre 2018 à Clermont

Cette demi-journée a été co-organisée par la préfecture de l'Oise avec l'IREV. Elle a permis de réunir une grande partie des collectivités pilotes contrats de ville du département, ainsi que les principaux partenaires des contrats de ville (conseil départemental, conseil régional, Pôle Emploi et Education nationale). 48 personnes étaient ainsi réunies à Clermont.

La demi-journée a permis :

- de revenir sur le programme d'actions de l'IREV et le présenter aux acteurs du département de l'Oise.
- d'échanger sur les grandes actualités issues de la mobilisation nationale pour les quartiers, avec la présentation de M. Jean-Philippe Georges, Directeur adjoint de la DDCS de l'Oise et Mme Marie-Pierre Baltus, responsable de la mission politique de la ville à la DDCS de l'Oise;
- de faire un focus sur la dimension éducative de la politique de la ville, grâce à la présence de M. Jacky Crépin, Directeur Académique des services de l'Education nationale de l'Oise ;
- de faire un point d'étape sur l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville et la révision à venir, en lien avec la mise en œuvre du Pacte de Dijon.

Prévus au second semestre, les modules prévus "Gouvernance du contrat de ville " et "Projet de territoire et solidarité" n'ont pu être mis en œuvre. Le [Module « Exonération de TFPB : un outil au service de la gestion urbaine \(et sociale\) de proximité »](#) a été décalé à février 2019.

RENOUVELLEMENT URBAIN ET CADRE DE VIE

Parmi les ambitions portées par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, le lancement d'un nouveau programme national de renouvellement urbain venant soutenir des projets locaux pleinement articulés aux projets de territoire soutenus par les contrats de ville retient particulièrement l'attention. Après avoir proposé aux acteurs de se pencher, durant la phase de protocole de préfiguration, sur les enjeux de la définition de ces projets, l'IREV proposait de saisir l'occasion en 2018 de la signature des conventions et du démarrage de la phase opérationnelle des projets pour permettre le partage d'expériences sur les orientations retenues et interroger les perspectives de leur mise en œuvre au regard des évolutions des contextes et politiques.

Notebook "Le projet urbain" : diffusion

Issu des travaux de 2017, le Notebook a été présenté à l'occasion d'une rencontre régionale le 23 janvier (Cerema, Lille). Cette rencontre a réuni 40 participants (professionnels en charge du renouvellement urbain en intercommunalités et communes, services de l'Etat, URH et conseillers citoyens). Les échanges et témoignages proposés (CC Pays Noyonnais, Valenciennes métropole, Métropole Européenne de Lille) ont permis de rendre compte des démarches en cours sur les territoires.



Conçu comme un cahier d'exercices, le tirage papier du Notebook a rapidement été épuisé (750 exemplaires).

Pour faciliter la diffusion et l'appropriation des exercices et outils méthodologiques proposés, le Notebook a été mis en ligne et est disponible à l'adresse suivante :

http://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/notebook-irev_05_impression_version_21_juillet.pdf (58 téléchargements)

Le Pop-Up "renouvellement urbain : le quartier moteur" les 11 et 12 avril 2018 (Métropole lilloise)

Ce Pop-Up avait vocation à aborder différents angles d'approches des projets de renouvellement urbain et autres leviers sur le pilier cadre de vie des contrats de ville et de faciliter par les ateliers et l'espace forum mis en place les échanges de pratiques et la valorisation des initiatives et expériences locales. – voir journées régionales

La contribution au référentiel REV3 des projets de renouvellement urbain

L'IREV a contribué aux réunions du groupe de travail mis en place par le Conseil régional et visant à réaliser un document ressources et référentiel pour la prise en compte de la troisième révolution industrielle dans les projets de renouvellement urbain. Un atelier au cours du Pop-Up a permis de partager et enrichir cette démarche avec d'autres acteurs régionaux que ceux mobilisés initialement. Le document sera accessible sur le site de l'IREV dès parution.

PARTICIPATION CITOYENNE

Il s'agissait de conforter la formation des conseillers citoyens en s'appuyant sur l'expérimentation de 2017 (Masterclass citoyenne) et de soutenir l'initiative citoyenne et la vie associative dans les quartiers en facilitant l'accès aux réseaux d'acteurs existants.

La journée vie associative et Politique de la ville - 16 février 2018 à Arras

Le Mouvement associatif, le Réseau National des Maisons des associations et l'IREV ont proposé le 16 février à Arras une journée de réflexion intitulée "**Pour des initiatives associatives et citoyennes dans les quartiers**". Cette journée a été l'occasion de créer des liens et du débat entre les citoyens et citoyennes, les associations et les institutions. Plus de 120 participants issus de différents horizons ont pu échanger sur la vie associative, les initiatives citoyennes et les conseils citoyens.

La matinée a été consacrée à un arpentage, une méthode mobilisant l'intelligence collective pour découvrir et mettre en débat un texte.

Cet arpentage a permis de mieux comprendre les enjeux de la création des conseils citoyens sur le territoire, entre les mobilisations, le lien aux autres associations, aux collectivités et à la Politique de la ville sur 4 axes reprenant le plan de l'enquête du Mouvement Associatif:

L'après-midi a été consacré à des ateliers thématiques visant à nourrir les réflexions sur les liens entre le tissu associatif local, les initiatives citoyennes et associatives, les dynamiques de projets et l'articulation entre citoyen-association et politique de la ville. Un ou des témoignages ont permis, pour chaque atelier de lancer les discussions entre participants.

A l'issue de la séance, Julien Talpin, chargé de recherche CNRS à l'université de Lille est venu restituer les échanges de la journée grâce à une note d'ambiance.

La journée a été clôturée par Claire BIZET, directrice du Mouvement associatif, Morgane PETIT, directrice de l'IREV, Kaïs MARZOUKI, chef de bureau participation au CGET et Vincent LENA, chargé par le CGET de la concertation dans le cadre de la mobilisation nationale pour les quartiers sur le volet association.

Synthèse disponible

<http://www.irev.fr/thematiques/participation-citoyenne/initiatives-associatives-et-citoyennes-et-politique-de-la-ville>

Cette rencontre a permis de nouer un solide partenariat entre têtes de réseaux de la vie associative et de la Politique de la ville qui prend la forme d'un groupe de travail se réunissant plusieurs fois par an pour partager des pratiques et discuter des actions de chacun sur les territoires.

La Masterclass citoyenne dans le Pas-de-Calais

Suite à la sollicitation de la préfecture du Pas-de-Calais, l'IREV a proposé le déploiement d'une Masterclass citoyenne à destination des conseils citoyens du département. S'appuyant sur la méthodologie expérimentée dans le Nord en 2017, l'IREV, accompagné par le COPAS, a ainsi proposé :

- 5 séances introductives territorialisées (Lens, Hénin-Beaumont, Arras, Saint-Omer, Calais) permettant de rappeler les fondamentaux de la politique de la ville, le rôle des conseils citoyens, présenter la méthode de formation et prioriser les besoins ;
- 5 séances thématiques sur la vie associative, la jeunesse, les collectifs citoyens, l'emploi - insertion et l'aménagement / renouvellement urbain.

De nouvelles fiches de capitalisation ont été produites à cette occasion, et certaines fiches mises à jour, l'ensemble est disponible dans l'espace dédié sous forme de webdocumentaire, sur le site internet : <https://spark.adobe.com/page/yGw5pWSnJ7nFD/>

Une séance de travail avec les EPCI permettant à la fois de restituer les enseignements de la masterclass et tracer des perspectives pour l'accompagnement des conseils citoyens dans le Pas-de-Calais se déroulera en 2019.

A noter, la mise en place de la masterclass citoyenne s'est substituée au travail de capitalisation et de formation de formateurs initialement envisagé dans le programme 2018.

DEV-ECO : LE QUARTIER ACTIVATEUR

Depuis 2012 et en plusieurs phases, l'IREV travaille sur la question du développement économique dans les quartiers. Son expertise dans ce domaine est maintenant reconnue et le besoin de qualifier les acteurs locaux reste un enjeu majeur pour gagner en pertinence sur les stratégies locales et les contrats de ville.

Capitalisation de démarches de 4 territoires

Suite au Pop-Up dev éco et au cycle réunissant les territoires de l'ex-Picardie (2017), l'IREV a entamé un cycle de capitalisation d'expérience sur deux années (2018 et 2019). Cette capitalisation de démarches de 4 territoires afin de modéliser des systèmes d'actions et stratégies à des fins d'essaimage en région est en cours et a déjà donné lieu à des productions :

- **Animation de l'immobilier d'entreprises** : suivi de la mise en place d'une animation d'hôtel d'entreprises sur Amiens Nord. Territoire et acteurs : Amiens Métropole
- Réalisation d'une plaquette de communication sur l'immobilier d'entreprise d'Amiens Nord et capitalisation de l'ensemble de la démarche sous forme de fiche expérience : <http://www.irev.fr/thematiques/developpement-economique/place-aux-entreprises-une-plaquette-de-marketing-territorial>

- Accompagnement à l'organisation et l'animation d'un Hackathon à Amiens le 8 octobre en partenariat avec Initiative Somme - Picardie Active le 8 octobre. Cette rencontre a accueilli 70 personnes : entrepreneurs, demandeurs d'emploi, conseillers citoyens, bénévoles et salariés associatifs, professionnels des collectivités.
- **Emergence de projet** : suivi d'une action innovante « L'esprit d'entreprendre » qui vise la promotion de l'entrepreneuriat auprès des jeunes des quartiers Territoire : CU Dunkerque, acteurs : Association Horizon, Entreprendre Ensemble Dunkerque.
- Participation au comité de pilotage le 16/10 et réalisation d'une fiche expérience accelerates, et de prises de vue dans le cadre de la réalisation d'un webdocumentaire. http://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/fiche_experience-accelerates.pdf
- Organisation d'un séminaire sur le thème du développement économique dans les quartiers pour la communauté urbaine de Dunkerque le 24 mai, afin de dégager des pistes de travail pour une note de cadrage du pilier développement économique du contrat de ville.
- **Innovation** : suivi de la mise en place d'actions innovantes dans le cadre de la feuille de route développement économique du contrat de ville. Territoire et acteur : MEL.

Groupe de travail « Développement Economique Urbain » des CRPV en vue de partager les pratiques d'accompagnement des territoires, mutualiser le repérage des initiatives inspirantes et la réalisation d'une publication commune.

Echanges inter-régionaux dans le cadre de CitésCap #2 organisé par Rés0villes à Rennes (CRPV Bretagne – Pays de Loire) en juin 2018.

Le fil conducteur du forum était l'avenir des territoires prioritaires sur le plan économique et l'emploi. Au cours de cette journée, la question du développement économique dans les quartiers Politique de la ville, a été abordée sous différents angles : de l'immobilier à l'entrepreneuriat mais aussi en le mettant en dialogue avec le concept de Smart city, le numérique, l'innovation sociale ou encore les modèles coopératifs. A travers des croisements lors des tables rondes, des ateliers et des présentations d'expériences, les différents acteurs ont fait ressortir globalement la question de la méthodologie d'intervention, la nécessité d'accompagnement via un portage politique et de la transversalité dans les institutions, la nécessité de mettre en commun les acteurs du territoire.

La Région Hauts-de-France et la CA Valenciennes Métropole ont pu, lors d'un atelier sur les programmes européens, faire part de leur expérience en matière d'appui au développement économique par un outil : l'investissement territorial intégré qui a permis le financement d'un garage du numérique qui permet de promouvoir l'émergence et la mobilisation des jeunes des quartiers sur le numérique.

Parmi les projets développés, le Beam me up Lab permet d'aider les jeunes sur des projets numériques concrets pour découvrir un univers sous toutes ses formes afin de mener à bien ces projets.



La mobilisation des jeunes des QPV est d'ailleurs un enjeu nécessitant une pédagogie innovante que le numérique permet par son caractère horizontal.

<http://www.irev.fr/actualites-0/une-delegation-hauts-de-france-rennes-pour-cites-cap-le-forum-sur-le-developpement>

EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Séminaire régional “Développement économique, formation professionnelle, emploi : comment aller vers ?”

Prévu par la circulaire nationale Politique de la Ville 2018, le Préfet de la Région Hauts-de-France a organisé un séminaire préfectoral sur la Politique de la ville le 16 octobre 2018. L'organisation reposait sur un travail collectif mobilisant services de l'Etat et l'IREV. Le séminaire s'est concentré sur la thématique “Développement économique, formation professionnelle, emploi : comment aller vers ?”.

Il avait pour objectifs de :

- Faire un point d'actualité sur les évolutions de la politique de la ville et les orientations présidentielles
- Expliciter les dispositifs, illustrer leur mise en œuvre, valoriser les pratiques favorisant la mise en relation entre l'habitant des QPV et les acteurs institutionnels de l'emploi, de la formation professionnelle et du monde économique. L'objectif est d'être le plus concret possible, avec des présentations directement par les acteurs qui font sur le terrain, dans une logique de témoignage.
- Mettre en mouvement l'ensemble des acteurs pour renforcer la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers.

Le séminaire a réuni 210 personnes à la Condition Publique à Roubaix, majoritairement issues des services de l'Etat, des collectivités territoriales et des acteurs de l'emploi et était diffusé en direct sur la chaîne Youtube de l'IREV.

La synthèse est disponible sur le site de l'IREV :

<http://www.irev.fr/thematiques/politique-de-la-ville-dsu/seminaire-regional-developpement-economique-formation>

Pour l'occasion, une bibliographie ainsi qu'un point sur la [politique emploi-formation professionnelle](#) ont été réalisés. Des fiches d'expériences sont en cours de réalisation par des étudiants sur la base des exemples mis en avant lors du séminaire.

Par ailleurs et à la demande du territoire, une réunion consacrée à la thématique a également été organisée en lien avec la Communauté de Communes du Pays Noyonnais et les acteurs locaux de l'emploi et de la formation professionnelle. Cette rencontre a réuni 14 professionnels du département de l'Aisne et visait à renforcer la coordination des acteurs en faveur des QPV.

SANTE

Le réseau des Ateliers Santé Ville a été réuni une journée le 27/09/2018. La journée a regroupé 10 coordonnateurs ASV des Hauts-de-France, en présence de l'ARS, de Fabrique Territoires Santé et de

L'IREPS Picardie. Deux thématiques ont été investies : le nouveau Projet Régional de Santé et la thématique de l'inscription du volet Santé-Environnement dans l'action des Ateliers Santé Ville.

Un atelier dédié à la thématique santé a également réuni près de 20 participants lors de la rencontre dédiée au partenariat à Saint-Omer le 31 mai.

Une fiche expérience a été produite sur l'action menée par la communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer autour de la santé mentale :

http://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/fiche_experience_-_capso.pdf

Faire vivre les valeurs et principes républicains : égalité, citoyenneté et laïcité

PREVENTION DES DISCRIMINATIONS

Axe transversal des contrats de ville, la prévention des discriminations dans ce cadre doit se traduire par la mise en place de démarches territoriales visant à prévenir et lutter contre les discriminations, en particulier liées à l'origine et au lieu de résidence. Quelques plans territoriaux de prévention et de lutte contre les discriminations sont mis en place dans les Hauts-de-France (Maubeuge Val de Sambre, Valenciennes Métropole, Métropole européenne de Lille...), quand d'autres sont en cours d'élaboration ou de lancement.

L'accompagnement des dynamiques territoriales

L'IREV avait proposé de renforcer l'accompagnement des dynamiques territoriales en complément des dispositifs de soutien spécifique du CGET - DRJSCS, ce qui s'est notamment traduit par :

- **L'accompagnement de la démarche territoriale portée par la MEL**, dont le plan territorial a été signé le 13 juin 2018 en présence du Défenseur des Droits, en particulier sur : l'accès au droit, la prévention du risque de discriminations dans le champ de l'habitat - logement (cf infra), l'emploi (présentation de la Note du réseau RECI "Discriminations dans l'emploi : quel chemin parcouru depuis 10 ans ?" au groupe de travail métropolitain dédié) et la santé.
 - Accès au droit et discriminations :
 - Les acquis du cycle de qualification réalisé en partenariat avec la MEL en 2017 ont été capitalisés et diffusés sous la forme de documents de synthèse mis à disposition sur le site internet et diffusés par la MEL au sein du réseau d'acteurs concerné :
 - Synthèse de la journée de sensibilisation de novembre 2017 : http://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese_lcd_acces_au_droit_version_finale.pdf
 - Synthèse du cycle de qualification (nov - déc.) : http://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese_cycle_discriminations_acces_au_droit.pdf ;
 - L'IREV a également proposé des ressources pour le réseau de l'Accès au droit visant à accompagner la prise en compte des discriminations au sein des réseaux locaux (accès au droit et acteurs de proximité). Des outils de communication ont été réalisés dans ce cadre, visant à valoriser le rôle des structures d'accès au droit dans la prévention des discriminations et apporter de l'information au public (conception et réalisation d'affiches et plaquettes diffusées en 2019).



Cycle de qualification sur la prévention des discriminations dans le champ de l'habitat – logement, en partenariat avec l'Union Régionale Habitat - 3 et 4 juillet, Arras

D'abord concentrée sur les discriminations à l'emploi, la lutte contre les discriminations au logement apparaît rapidement comme un nouvel enjeu. La législation relative aux discriminations dans l'accès au logement se développe jusqu'à être réaffirmée dans la loi ALUR de 2014 et la loi Egalité-Citoyenneté de 2017.

Malgré les dispositions juridiques et les différentes politiques publiques mises en oeuvre, de nombreuses études prouvent l'existence de difficultés persistantes dans l'accès au logement pour une part importante de la population ; et l'existence de discriminations directes ou indirectes, causes de ce non-accès.

Afin de prévenir ces risques, l'URH et l'IREV se sont associés afin de proposer aux acteurs du logement (Hauts-de-France) un cycle de qualification de 2 jours. Ce cycle a permis de faire un état des lieux des discriminations dans l'accès au logement, pour ensuite aborder la notion de discrimination et sa traduction juridique. Il fut également l'occasion de réinterroger et d'adapter les pratiques de chacun·e·s, et de réfléchir à des outils communs pour prévenir et lutter contre les discriminations dans l'accès au logement.

Le déroulement de ce cycle était accompagné par Hervé Bordy, juriste formateur conseil, spécialisé notamment sur les questions de lutte contre les discriminations et accès au(x) droit(s).

Le cycle a bénéficié à 20 professionnels, bailleurs sociaux, intercommunalités et communes, et services de l'Etat (délégués du préfet).

La capitalisation du cycle sera réalisée en 2019, après la 2^{de} édition prévue en janvier pour les acteurs du territoire de la MEL.

- **Développer une approche intégrée de la prévention et la lutte contre les discriminations dans les différentes actions menées par l'IREV.** A l'image de l'approche retenue dans la politique de la ville, l'IREV s'attache à apporter une attention particulière à la prévention des discriminations dans ses actions, à titre d'exemple :
 - Soirée-débat avec Yannick L'Horty (université Paris est) et Fabien Desage (université de Lille) au cours du pop-Up renouvellement urbain ;
 - témoignages au cours du séminaire régional à l'invitation du Préfet de région sur le développement économique et emploi ;
 - actualités et ressources dans la newsletter et l'Espace doc.

Cette démarche s'appuie sur un effort de formation de l'ensemble de l'équipe technique sur ce sujet, préalable indispensable pour éviter les confusions et en saisir pleinement les enjeux.

VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET LAÏCITE

L'IREV apportait depuis 2015 son appui à la DRJSCS pour le déploiement du plan de formation « valeurs de la République et Laïcité » en région Hauts-de-France, notamment en assurant la planification, l'organisation logistique des sessions et la rémunération des formateurs.

En 2018, l'IREV a souhaité ajuster ses modalités d'intervention en se recentrant sur :

- L'organisation dans le cadre du plan régional de séances de formation « Valeurs de la République et Laïcité » (2 jours) à destination des acteurs de la politique de la ville (dispensées par les formateurs IREV habilités) : 3 sessions ont été réalisées (2 à Lille en inter-acteurs/ inter-territoires) et une à Saint-Omer pour les acteurs du contrat de ville de l'Acso. Certaines sessions prévues ont dû être décalées à 2019 en raison de difficultés de mobilisation ;

- L'appui à la DRJSCS pour l'animation du réseau des formateurs « VRL » avec la DRJSCS : l'IREV participe à la "démarche qualité" pilotée par la DRJSCS et réunissant notamment les formateurs de niveau 1. Une réunion des formateurs a été organisée le 13 novembre à l'IREV, rassemblant 40 formateurs. La sélection de ressources bibliographiques sur la laïcité, réalisée par le Réseau RECI, a été diffusée à cette occasion.

A noter, la mission de planification, organisation et rémunération des formateurs est assurée par FACE MEL depuis avril 2018. L'ensemble des outils et dossiers ont été transmis par l'IREV en mars, notamment le site internet : <http://valeursrepubliquelaicite-npdcp.fr/>

Appréhender des phénomènes nouveaux : prévenir la radicalisation

« RADICALISATION, LAÏCITE, MALAISE IDENTITAIRE DES JEUNES, PREVENTION DES DISCRIMINATIONS »

Intervention dans le cadre de l'offre de formation pilotée par l'APSN : « Radicalisation, laïcité, malaise identitaire des jeunes, prévention des discriminations » destinée à des collectifs locaux de professionnels (travailleurs sociaux, référents prévention de la délinquance et politique de la ville...). L'intervention de l'IREV est centrée sur « laïcité et discriminations ».

FORMATION EXPERIMENTALE "FAITS RELIGIEUX, RADICALISATION, LAÏCITE : NOTIONS DE COMPREHENSION"

L'URH a sollicité l'APSN et l'IREV pour organiser une formation à destination des bailleurs sociaux sur les thèmes de la radicalisation et de la laïcité. Une formation de deux jours a ainsi été déployée à destination des managers et des personnels de proximité, sur les territoires de Maubeuge et Roubaix (soit 8 jours d'intervention en octobre et novembre). La 1ère journée permettait de poser les différents concepts et notions, la 2nde journée permettait l'analyse de situations professionnelles vécues, en abordant :

- avec les managers les "stratégies managériales" pour la gestion de situations liées à des faits religieux ou à de la "radicalisation",
- avec les personnels de proximité "les pratiques et postures professionnelles" pour des situations liées à des faits religieux et à de la "radicalisation".

Cette démarche a bénéficié à 49 professionnels, issus des différents bailleurs des territoires concernés. Un bilan partenarial a été réalisé et des perspectives de déploiement d'une offre adaptée, complétée de la mobilisation d'autres formations (Valeurs de la République et laïcité par exemple) pourront se dessiner en 2019.

Mise en réseau des professionnels

RESEAU DES CHEFS DE PROJET POLITIQUE DE LA VILLE

Trois rencontres ont été organisées en 2018.

Rencontre IREV-INSEE du 22 février 2018 dans l'Aisne

L'IREV et l'INSEE ont proposé une journée de présentation et d'échange autour du cadre de la Politique de la ville, de la situation des quartiers et de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville

afin de pouvoir articuler l'observation des QPV et les actions mises en œuvre pour contribuer à développer ces quartiers le vendredi 9 février 2018 à Laon.

Cette rencontre, ouverte aux acteurs de la Politique de la ville, élus, professionnels et acteurs associatifs a réuni une trentaine de personnes qui ont pu échanger sur ces indicateurs, leur utilisation et leur interprétation. La rencontre a ensuite permis à la Communauté urbaine d'Arras de présenter sa démarche méthodologique d'évaluation du contrat de ville et de recenser les initiatives et besoins sur les autres territoires.

<http://www.irev.fr/thematiques/methodologie/observation-indicateurs/insee-cget-5-fiches-dindicateurs-pour-le-suivi-des>

Deux rencontres généralistes ont eu lieu le 19 juin à Noyon et le 14 septembre à Lille, ayant réuni respectivement 11 et 15 professionnels. Elles ont permis de faire le point sur l'actualité de la politique de la ville : circulaire, mobilisation nationale pour les habitants des QPV et perspectives de révision des contrats de ville, ANRU, plans d'actions liés à l'exonération de TFPB, etc.

Participation aux réseaux nationaux

RESEAU NATIONAL DES CRPV ET LIEN AU CGET

L'IREV s'inscrit dans le cadre du Réseau national des centres de ressources Politique de la ville. Cela a impliqué en 2018 :

- 3 réunions / an avec le CGET dans le cadre de l'animation nationale des CRPV, complétées de réunions entre les directeurs des CRPV permettant de partager l'actualité de la politique et échanger sur les leviers et freins à la mise en œuvre dans les territoires ;
- La réponse aux appels à contribution du CGET (2/an) : l'IREV a réalisé une contribution sur l'évaluation des contrats de ville, la contribution attendue sur la participation citoyenne dans les PRU est inachevée. Des synthèses des contributions individuelles sont également réalisées par Question de ville, association des directeurs des CRPV, elles seront diffusées sur le portail des CRPV ;
- Des groupes de travail inter-métiers permettant l'échange de pratiques et de méthodes voire la co-production entre CRPV : l'IREV participe activement aux groupes "veille et diffusion d'informations", et "développement économique urbain". Un groupe dédié au renouvellement urbain est en cours de constitution.
- Le co-pilotage du site portail du Réseau des CRPV avec la directrice de Labo Cités : www.reseau-crpv.fr (ligne éditoriale, webmaster, rédaction des actualités). Le site du réseau des CRPV a connu 5295 visites en 2018 pour 3458 visiteurs.
- La participation à des groupes de travail nationaux, en particulier le groupe dédié à l'Observation locale (1 réunion en décembre) et au comité d'orientation de l'Ecole du Renouvellement urbain (ERU) ;
- La participation à différents temps forts nationaux, par exemple sous forme de stand ressources à l'occasion de la journée nationale des conseils citoyens formés au renouvellement urbain, au Stade de France, le 16 novembre et du séminaire national du Réseau Europe Urbain, à Paris, le 27 novembre.
- Le regroupement annuel des équipes des CRPV : Paris les 14 et 15 juin

Cette rencontre ouverte par Sébastien JALLET, commissaire général délégué, directeur de la ville et de la cohésion urbaine a été l'occasion d'accueillir également le Président de l'ADCF, Jean Luc RIGAUT, Maire d'Annecy. A leurs côtés, des représentants de l'ANRU, de l'ERU, de l'EPARECA, tous participants à une table ronde réunissant également des Présidents des CRPV pour échanger autour du bilan 2017 des CRPV et des perspectives dans un contexte chargé et sensible pour les acteurs de la politique de la ville.

Mieux se connaître, coopérer davantage, partager les enjeux... autant de sujets qui ont été au cœur des échanges et qui débouchent de manière très opérationnelle, par exemple, sur des propositions de partenariats renforcés comme celles de l'Ecole du Renouvellement Urbain d'intégrer son conseil d'orientation ou de l'ADCF de contribuer à la déclinaison territoriale du Pacte de Dijon.

Mais ce regroupement aura été l'occasion pour les CRPV de pouvoir témoigner de leurs pratiques et de leurs réussites. C'est le format #Barcamp qui a été retenu pour permettre les échanges, une méthode d'animation simple qui permet aux participants volontaires de présenter en 30 seconde à travers un pitch dynamique un sujet puis de l'approfondir avec un petit groupe pendant 30 minutes.

Par vagues successives, c'est près d'une cinquantaine de projets qui ont été présentés, témoins de la grande diversité des actions des CRPV pour soutenir les dynamiques locales de mise en œuvre des contrats de ville.

L'IREV participait au groupe préparatoire avec l'ORIV, le Pôle Ressources développement social du Val d'Oise, Normanvilles, le CRPV de Mayotte et le CGET.

- Question de ville, association des directeurs des CRPV a également contribué à la **co-construction de la feuille de route** gouvernementale par
 - une campagne de communication, <http://www.reseau-crpv.fr/a-loccasion-de-mobilisation-nationale-quartiers-directeur-ric-s-de-crpv-temoignement-de-engagement/>
 - la rédaction d'une contribution, intégrée aux cahiers de la co-construction



https://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/9_contribution_question_de_ville.pdf

RESEAU RECI

L'IREV participe également aux travaux du Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI) depuis 2005. Le Réseau RECI produit des ressources pour aider à la compréhension et à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'intégration, de prévention des discriminations et d'égalité des chances. Il est soutenu par le CGET, le ministère de l'Intérieur et la Commission Européenne.

Les travaux portent sur deux axes complémentaires :

- capitalisation et diffusion des ressources documentaires (base de données mutualisée <http://biblio.reseau-reci.org>, alimentation du Portail européen sur l'intégration : <https://ec.europa.eu/migrant-integration>) ;
- production de connaissance (notes, « point de vue sur »), capitalisation d'expériences et mise en débat (séminaires nationaux) disponibles sur www.reseau-reci.org.



En 2018, le Réseau RECI a publié :

- une note : [Prévention des discriminations dans l'emploi : dix ans après, quel chemin parcouru ?](#)
- les bibliographies suivantes :
 - « [Discriminations et accès au droit](#) » et « [Discriminations et logement](#) » ;
 - La bibliographie « [Laïcité](#) » a fait l'objet de mises à jour en avril et en décembre 2018.
 - Une sélection de ressources sur la prévention des discriminations au sein des collectivités à l'occasion de la journée d'actualité CNFPT – DDD – CGET – Réseau RECI du 22 novembre 2018. <http://www.pearltrees.com/insetdunkerque/seminaire-discriminations/id22671674> [1300 vues]

Un Point de vue sur « Mixité sociale et logement » est en cours de finalisation. Le Réseau RECI déploie également un module d'échanges de pratiques, permettant de répondre à l'enjeu du « renforcement de la formation ou de la qualification des acteurs en charge de mettre en place les parcours d'intégration dans les territoires ».

Enfin, le Réseau RECI a également contribué à l'organisation d'une journée d'actualité organisée avec le CNFPT, le Défenseur des Droits et le CGET. « **Agir contre les discriminations dans la Fonction publique territoriale.** », Paris, 22 novembre 2018 – 65 participants [problématisation, recherche d'intervenants, animation]

<http://reseau-reci.org/agir-contre-les-discriminations-dans-la-fonction-publique-territoriale-retour-sur-la-journee-dactualite/>

Journées régionales et nationales

LE POP-UP "RENOUVELLEMENT URBAIN : LE QUARTIER MOTEUR" LES 11 ET 12 AVRIL 2018 (METROPOLE LILLOISE)

Ce Pop-Up avait vocation à aborder différents angles d'approches des projets de renouvellement urbain et autres leviers sur le pilier cadre de vie des contrats de ville et de faciliter par les ateliers et l'espace forum mis en place les échanges de pratiques et la valorisation des initiatives et expériences locales.

Quatre parcours thématiques étaient proposés :

- Renouvellement urbain et politique de peuplement (discriminations dans l'accès au logement, attributions des logements sociaux, relogement),
- Le PRU, levier du projet intégré (lien à la cohésion sociale et au développement économique),
- De la vocation à la déclinaison opérationnelle (outils méthodologiques pour passer du protocole de préfiguration à la convention),



- La transition, moteur du changement à accompagner (participation des habitants, Troisième Révolution Industrielle).

Ces parcours thématiques étaient alimentés par des retours d'expérience régionaux, trois visites de site dans des quartiers concernés par le renouvellement urbain (PNRU ou NPNRU) à Lille, Loos et Roubaix et une soirée-débat autour des discriminations dans le logement avec Yannick L'Horty (Université Paris-Est) et Fabien Desage (Université de Lille) et les travaux menés par le Conseil régional Hauts-de-France pour un référentiel Rev3 des projets de renouvellement urbain. Les différents temps du Pop-Up ont permis de réunir 180 participants.

Le Pop-Up a bénéficié du label « 40 ans de la politique de la ville », et une vigilance a été accordée à ce que le Pop-Up s'inscrive dans une approche régionale (témoignages de territoires régionaux, zoom sur des situations locales) afin de s'inscrire en complémentarité avec "Rendez-vous avec la Ville", événement national organisé par Valenciennes Métropole en juin 2018, également labellisé.

Capitalisation :

La synthèse du Pop-Up et 4 fiches d'expérience ont été réalisées et diffusées à partir de juin 2018, notamment à l'occasion de "Rendez-vous avec la Ville" (250 exemplaires). Ces éléments sont disponibles sur le site internet et ont été téléchargés 208 fois :

<http://www.irev.fr/thematiques/renouvellement-urbain/pop-renouvellement-urbain-la-synthese-et-les-fiches-d-experience>

JOURNEES 40 ANS POLITIQUE DE LA VILLE

La région Hauts-de-France a accueilli 2 des 4 rendez-vous nationaux organisés à l'automne 2018 dans le cadre des 40 ans politique de la ville. L'IREV s'est mobilisé en soutien aux pilotes de ces rencontres : EPCI et CGET pour l'organisation et la mobilisation des acteurs pour ces événements.



5 et 6 novembre : journées (R)évolutions – Métropole européenne de Lille

Premier rendez-vous national en région des 40 ans de la Politique de la ville, ces rencontres se sont déroulées sur deux jours (les 5 et 6 novembre) sur le territoire de la MEL et avaient pour thème l'innovation et la Politique de la ville. L'évènement était organisé par la Métropole Européenne de Lille en partenariat avec le CGET. L'IREV a eu un rôle de soutien humain et de conseil auprès du service Politique de la ville de la MEL, porteur de l'action, et du CGET.

L'objectif de cette manifestation était d'interroger sur les innovations dans les quartiers prioritaires, innovations au pluriel, social comme technologique.

Ainsi les deux journées étaient construites autour de la problématique suivante : Aujourd'hui qu'en est-il de la Politique de la ville, qui sont les acteurs de l'innovation et comment l'innovation est portée par ces acteurs ?



La programmation de la manifestation a été pensée pour susciter des échanges interprofessionnels, interdisciplinaires, et intersectoriels à propos de la Politique de la ville d'hier et de demain. Les profils des participants étaient délibérément variés : professionnels de l'ESS, techniciens des collectivités et de l'Etat, associations locales, professionnels de l'action sociale et de l'insertion socio-professionnelle, habitants...

La manifestation a notamment été marquée par une présence importante de conseillers citoyens, une quarantaine étaient présents, venus de différentes régions, de métropole et d'Outre-Mer, accompagnés durant toute la manifestation du service participation de la MEL. Le public présent, comme les intervenants étaient issu de diverses régions, conformément aux attentes du CGET dans une perspective de journées nationales. **Au total plus de 300 personnes ont participé à cette manifestation** qui s'est déroulée en 2 temps distincts :

- **Une première demi-journée de visites de sites** (5 novembre) (**près de 100 participants**) dans le territoire métropolitain. 6 visites étaient organisées dans l'objectif de faire découvrir les spécificités du territoire métropolitain et ses forces vives sur le modèle "une visite-un projet innovant".

Les visites ont eu lieu à :

- A Mons-en-Barœul, quartier Nouveau-Mons, présentation du projet de Galerie photo en pieds d'immeuble.
- A Roubaix, zone de l'Union, présentation de la Plaine Image et l'écosystème numérique.
- A Lille-Sud, secteur Arras-Europe, présentation des équipements emblématiques du PRU.
- A Tourcoing, quartier Belencontre, visite du centre social et présentation des Centres sociaux connectés.
- A Lille Fives, visite et présentation de Fives Cail et son projet d'écosystème autour de l'alimentation et l'art culinaire.
- Une visite culturelle couplée à une soirée conviviale de la Condition Publique (EPCC) à Roubaix.

Pour chacune de ces visites un agent de l'IREV était mobilisé en accompagnement du groupe et en appui à l'animation. Un compte rendu pour chacune des visites est en cours de rédaction.

- **Une journée de présentation et échanges** (6 novembre)

Après l'ouverture officielle en présence de Mme Jacqueline GOURAULT, ministre de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales, la journée s'est déroulée au rythme des présentations de projets innovants et variés, dans une perspective d'essaimage et de réflexion collective sur des sujets tels que l'inclusion numérique, l'aménagement transitoire, l'emploi ou le financement privé. **Près de 300 personnes ont participé à cette journée.**

L'IREV est chargée, avec la MEL de la capitalisation de cet évènement et de sa diffusion.

Les vidéos de la journée du 6 novembre à Euratechnologies sont en ligne sur le Youtube de l'IREV ainsi qu'un article sur le site internet. Un webdoc finalisera ce travail de capitalisation.

<http://www.irev.fr/actualites-0/une-effusion-didees-aux-journees-revolutions-coorganisees-par-la-mel-et-le-cget>

https://www.youtube.com/watch?v=t5pHF_zBT-o&list=PLIIaVQNw3vXP4LuCEXxFpe_qkjpVxO9ax

3 et 4 décembre : "Des acteurs engagés et des professionnels au service de l'humain", Arras

Troisième rendez-vous dans le cadre des journées nationales sur les 40 ans de la Politique de la ville à l'initiative du Commissariat Général à l'égalité des territoires (CGET) et co-organisées avec la Communauté Urbaine d'Arras, ces rencontres se sont déroulées sur deux jours sur le territoire de la CUA et avaient pour thème les métiers de l'humain dans la Politique de la ville : travailleurs sociaux, éducateurs, enseignants, policiers, militants associatifs, pompiers, gardiens d'immeuble, etc., qui, tous les jours, travaillent aux côtés et avec les habitants des quartiers prioritaires.

La première journée a emmené les participants en plein cœur du quartier Saint-Michel à Arras, dont la réhabilitation va démarrer très prochainement. Pour la soirée de lancement qui a suivi, accueillie par la Maison des citoyens du Beffroi, ce sont les habitants qui ont été à la manœuvre.

Dans un gymnase du quartier prioritaire d'Arras Ouest, transformé pour l'occasion, quelque 200 participants se sont retrouvés pour la journée du 4 décembre. Frédéric Leturque, maire d'Arras, Pascal Lachambre, président de la communauté urbaine du Grand Arras, et Fabien Sudry, préfet du Pas-de-Calais, ont ouvert cette journée

Après une table ronde réunissant des acteurs historiques et actuels de la Politique de la ville (dont les centres de ressources Politique de la ville de Seine-Saint-Denis et d'Auvergne Rhône Alpes) et les 6 ateliers d'échanges, la journée s'est conclue avec la présentation par les grands témoins, d'un rapport d'étonnement autour de quatre questions transversales :

- L'évolution des métiers ;
- la coopération entre approche terrain et vision stratégique ;
- la formation, en particulier pour les métiers du travail social ;
- la place de la co-construction avec les habitants.



Aux côtés du CGET et de la CUA, l'IREV a contribué à la préparation de ces journées avec la Préfecture du Pas-de-Calais : problématisation, recherche d'intervenants s'appuyant notamment sur la mobilisation du Réseau des CRPV, animation d'atelier, communication régionale et nationale (Réseau CRPV). Un stand ressources a également été proposé permettant de valoriser les productions de l'IREV et des CRPV sur les sujets traités.

Ces journées ont rassemblé près de 200 participants.

Les retours sur le site de l'IREV : <http://www.irev.fr/actualites-0/journees-40-ans-arras-de-lhumain-de-lhistoire-et-un-regard-vers-lavenir-pour-la>

Contributions à des événements extérieurs

L'IREV a contribué à divers événements régionaux ou nationaux :

- Appui à la préfecture du Nord pour l'organisation des ateliers de co-construction de la politique de la ville (janvier – février 2018) : ressources, appui méthodologique

- Rendez-vous avec la ville, Valenciennes, juin 2018 : préparation et animation de deux ateliers, communication, présence d'un stand durant les deux jours
- Séminaire UNADEL les 26 et 27 novembre : préparation et animation d'un atelier sur l'innovation dans les collectivités locales avec la 27eme région
- Journée adultes-relais à Hazebrouck le 11 octobre...

Information, documentation, communication

LANCEMENT ET ANIMATION DU SITE INTERNET RENOUVELE

Afin de mieux répondre aux besoins de nos publics actuels, de capter de nouveaux publics (du territoire de l'ex-Picardie, habitants, élus...) et de valoriser les activités et productions de l'IREV ainsi que de celles émanant des territoires, l'IREV a renouvelé son site internet en 2017.

La mise en service de ce nouveau site ayant été prévue en deux volets, fin 2017 et début 2018, l'objectif était de suivre la mise en service et la maintenance du site avec le prestataire. L'année 2018 a permis la finalisation du développement du site de l'IREV.

L'information des publics via le site internet comprend :

- une alimentation régulière du site en fonction de l'actualité et des travaux de l'IREV,
- la rédaction et la diffusion d'une lettre d'information mensuelle dont les articles figurent sur le site rubrique "actualités"
- occasionnellement des lettres d'informations thématiques (à l'occasion des événements régionaux tels les Pop-Up).

Cette information et diffusion d'information nécessite une veille informationnelle quotidienne via le Club de Veille et fluxs RSS ainsi qu'une participation active à l'alimentation des panoramas de presse avec les Réseaux nationaux.

En 2018, le service d'analyse d'audience du site internet de l'IREV a lui aussi changé pour s'adapter au nouveau site. Piwik, ancien outil, a été remplacé par Google Analytics, considéré comme le meilleur service gratuit d'analyse du trafic et leader du marché. Analytics est un outil plus fiable et précis, permettant une analyse plus fine du trafic sur le site.

Pour cette année de lancement du site et de Google Analytics, les données ne peuvent donc être comparées avec les années précédentes. En effet les indicateurs ne correspondent pas aux mêmes données (exceptés le nombre de téléchargements et durées de session). Il s'agira de comparer chaque année à partir des nouveaux indicateurs identifiés pour l'année 2018, les voici :

- 11528 visiteurs uniques dont 8930 nouveaux visiteurs
- 22439 sessions d'une durée moyenne de 2,5 min (durée sensiblement identique à 2017)
- 70438 pages vues, dont 1716 pour l'Espace doc
- 6318 téléchargements (un chiffre sensiblement en baisse, 19370 en 2017, dû à la baisse du nombre de documents téléchargeables sur le site), en particulier :
 - 534 téléchargements au sein de l'Espace doc,
 - 446 téléchargements pour les éléments méthodologiques relatifs à l'évaluation des contrats de ville,
 - 279 téléchargements dans la rubrique fiches d'expériences,
 - 100 téléchargements pour les fiches de suivi (observation) des quartiers politique de la ville.

UNE NOUVEL OUTIL NUMERIQUE POUR LA CAPITALISATION DES EVENEMENTS DE L'IREV : LE WEBDOC

Lancé fin 2017, le "webdoc" est un fichier numérique multimédias permettant de construire un document à la fois pédagogique et dynamique. L'outil utilisé pour réaliser ces documents est Adobe Spark, une application gratuite de création de contenu numérique. Un premier webdoc a été réalisé dans le cadre de la MasterClass Citoyenne, permettant de revivre et capitaliser sur cet évènement. Ce document numérique compte 1100 vues à la fin d'année 2018, dont 165 provenant du site internet de l'IREV.

LA NEWSLETTER

Chaque mois, l'IREV diffuse une lettre d'informations électronique recensant les nouveaux articles publiés sur son site internet (actualités de l'IREV, régionales et générales, documentation, agenda et offres d'emploi).

En 2018, les objectifs sont les mêmes :

- 12 lettres d'informations par an ;
- Augmentation du nombre de lecteurs mensuels : +5.7% en 2018 soit 408 lecteurs par mois en moyenne, contre 386 en 2017 ;
- Le nombre d'abonnés à la newsletter est cependant en baisse avec 3340 abonnés à la fin 2018, contre 3610 en 2017. Une baisse qui peut s'expliquer par les mises à jour effectuées et la nouvelle réglementation en matière de données personnelles (RGPD), qui oblige l'IREV à proposer un module de désabonnement, qui n'existait pas auparavant.
- Chaque mois, les articles concernant l'IREV remportent un franc succès, suivies des actualités régionales (en particulier les offres d'emplois et les financements), puis les grandes annonces nationales.

LES PANORAMAS DE PRESSE

Depuis 2014, les chargé(e)s d'information et documentation du réseau national des centres de ressources Politique de la ville (RNCRPV) alimentent un panorama de presse, via Scoop-it : www.scoop-it/actu-politiquedelaville

Cet outil propose de l'actualité en continu, sélectionnée grâce à la veille partagée de 19 centres de ressources (via le Club de veille et l'outil de veille Diigo) pour informer rapidement sur les politiques publiques territoriales de cohésion urbaine et sociale, sur l'ensemble du territoire français. L'alimentation du scoop-it se fait à tour de rôle entre les différents chargés d'info-doc des centres de ressources. L'IREV a géré le scoop-it en avril.

Le Réseau RECI alimente également son panorama de presse sur l'actualité nationale de l'immigration, de l'intégration et de la lutte contre les discriminations sous scoop-it depuis 2015 : www.scoop.it/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations

LES RESEAUX SOCIAUX

La nouveauté de 2018 : la chaîne Youtube de l'IREV

En 2018, l'IREV a renforcé sa présence sur les réseaux sociaux avec la création d'une chaîne Youtube en février sous le nom de : IREV CRPV Hauts-de-France

<https://www.youtube.com/channel/UCBcW0EzP86gEuNFVjikTOxg>

Cette initiative permet au centre de ressource d'élargir son panel d'outils de diffusion d'information, en y intégrant des fichiers vidéos, permettant les retransmissions de journées régionales. La chaîne youtube compte d'ores et déjà 14 abonnés, et 1098 vues sur sa vidéo la plus populaire.

Twitter

Outil privilégié de communication et de partage d'informations des décideurs et journalistes, la présence de l'IREV sur ce réseau est indispensable, notamment pour la réalisation de sa veille. Actif depuis fin 2013, le compte twitter @irev_hdf a émis 129 tweets/retweets en 2018 (62 en 2017). Un effort de rédaction qui a permis une nette augmentation du nombre d'abonnés, avec 228 abonnés à la fin de l'année 2018.

Par ailleurs, 298 sessions du site internet ont été générées à partir de tweets. A l'inverse, 112 visites sur notre compte twitter proviennent du site internet de l'IREV.

Au titre du réseau RECI, l'IREV est également en charge de l'animation du compte twitter EWSI France (@EWSIFrance), depuis septembre 2015, dans le cadre de la participation du réseau RECI à l'alimentation du Portail Européen sur l'intégration (<https://ec.europa.eu/migrant-integration/>)

Linkedin

Linkedin, réseau social à visée professionnelle, permet à l'IREV de conforter sa communication de réseau, en donnant à voir les cycles et événements qu'il anime. L'outil permet également de diffuser l'information à une cible qualifiée, car cible de professionnels, en complément de son site internet et son compte twitter, pour une meilleure visibilité.

L'IREV dispose d'une page professionnelle "IREV, centre de ressources politique de la ville Hauts-de-France" (<https://www.linkedin.com/company/25030530/>) ainsi qu'un compte appelé "IREV Communication" (<https://www.linkedin.com/in/irev-communication-4853a714a/>). Les deux ont été actifs en 2018.

En 2018, la page IREV comptait 17 publications, (2 de plus qu'en 2017). En 2019, l'objectif est de faire vivre davantage cette page. Par ailleurs, le compte IREV Communication comptabilise 216 relations professionnelles à la fin d'année 2018.

Linkedin a généré 11 visites sur le site en 2018, une utilisation du réseau social qui pourrait être aisément développée. A l'inverse le site internet a permis de rediriger 82 visiteurs sur notre Linkedin.

ESPACE DOC

Le centre de documentation a bénéficié d'un « désherbage » en 2017, opération qui consiste à trier et évacuer les documents qui n'auraient plus leur place dans le fonds. Cette première étape a permis d'aérer le centre de documentation et de le rendre plus attractif. Pour continuer sur cette lancée et faire de cet Espace doc un lieu de ressources plus pertinent, pratique et ouvert, l'année 2018 a permis :

- La poursuite du tri et réaménagement des archives ;
- l'alimentation régulière de l'Espace doc (périodiques, rapports, publications et nouveaux ouvrages) ;
- la mise en place d'une nouvelle signalétique de l'Espace doc (prise en compte de la nouvelle charte graphique, du nouveau plan de classement) ;
- la promotion de l'Espace doc auprès des universités, écoles de travail social et autres structures exerçant dans les champs de la politique de la ville, notamment lors des rencontres réseau.

Les travaux de réaménagement de l'Espace doc, de tri et d'alimentation régulière ont été ralentis en 2018, suite à la vacance du poste de documentaliste sur la période avril-décembre 2018.

La base de données documentaire (<http://biblio.reseau-reci.org>), est l'outil de référence de gestion de notre espace doc, à la fois physique et numérique. Cette base est alimentée par l'entrée de références bibliographiques (locales et nationales) comportant un résumé.

433 notices ont été réalisées en 2018 permettant de rattraper le retard de saisie de l'année 2017, et de réactualiser la section « Discriminations » grâce à la mobilisation d'une stagiaire en licence information - documentation.

En 2018, la base de données documentaire en ligne a reçu 4800 visites de sa page d'accueil. La mise en place des statistiques de consultation via le logiciel de gestion documentaire donne des éléments d'informations complémentaires :

- Nombre de sessions (nombre de visites, quelle que soit la « page » consultée) : plus de 483 000 en 2018 (contre 35000 de mai à décembre 2017) ;
- Nombre de consultations des notices via le permalink (lien précis et pérenne d'une notice, ce lien peut être placé dans une bibliographie par exemple ou être accessible via les moteurs de recherche) : près de 55 000 sur l'année 2018 (11 000 de mai à décembre 2017) ;
- près de 5000 documents numériques consultés (2000 de mai à décembre 2017).

On notera qu'afin d'augmenter la qualité du service rendu, la base de données permet désormais le stockage grande capacité des documents numériques, ce qui permet par voie de conséquence d'augmenter la consultation des documents numériques.

Suite à ces consultations, des demandes documentaires parviennent aux différentes structures (demande d'emprunt de documents, de coordonnées de structures ressources...). En 2018, l'IREV a reçu une cinquantaine de demandes d'informations documentaires et enregistré une quarantaine de prêts.

GOVERNANCE ET MOYENS HUMAINS

LES INSTANCES

L'assemblée générale s'est réunie deux fois en 2018, permettant notamment d'entériner :

- Le compte financier et le rapport d'activité 2017 (19 mars)
- Le programme d'actions et le budget prévisionnel 2018 (28 novembre),

Et d'engager un débat autour de l'actualité de la politique de la ville, la rénovation des contrats de ville et la mission de centre de ressources Prévention des radicalités sociales.

Les assemblées générales font l'objet de temps de préparation renforcés avec l'Etat et la Région, qui assurent la Présidence et la Vice-Présidence de l'IREV grâce aux réunions de Bureau et comités techniques restreints.

Le **séminaire technique de gouvernance**, rassemblant les représentants techniques de l'ensemble des membres du GIP a été organisé pour la seconde année, le 31 août 2018. Ce séminaire a permis de faire un point d'actualité de la politique de la ville et déterminer collectivement les orientations 2019.

LES MOYENS HUMAINS

En 2018, l'équipe de l'IREV a été partiellement renouvelée en raison de deux départs : Marieke Barraud, chargée de mission depuis 1 an et Hélène Guiter, chargée d'information – documentation – communication depuis 2013. L'équipe était donc composée de la façon suivante :

- Morgane PETIT, Directrice
- Pierre-Édouard MARTIN, Directeur-adjoint
- Kadidja HAFFAS BENBEKHTI, Responsable administrative
- Hélène GUITER, Chargée de mission Information – documentation - communication (départ en juin 2018)
- Mathilde LEBORGNE, chargée de mission (prévention des discriminations, laïcité)
- Marie SIOEN, Chargée de mission renouvellement urbain - habitat - cadre de vie (congé maternité à partir d'octobre 2018), remplacée à compter de décembre par Manon DUPUY
- Gwendoline LE COAT, chargée de mission (volet cohésion sociale) à partir de mai 2018
- Seydou SALL, chargé de mission (CDD 6 mois, volet développement économique)

L'équipe a bénéficié de l'appui de deux stagiaires : Mélodie COUDRON, sur l'organisation et la capitalisation du Pop-Up renouvellement urbain (6 mois) et Camille MIRANDA BAPTISTA, sur la documentation : actualisation de la section "Discriminations", appui à la réalisation de bibliographies (3 mois, licence information - documentation).